



Les usagers de l'hôpital

Actualité janvier 2011



Hôpital Aubenas: dernières infos

Le 13 janvier a eu lieu la 6ème rencontre avec monsieur Cataldo, directeur de l'hôpital depuis juin 2009. Nous le remercions de nous recevoir régulièrement pour nous informer sur la situation de l'hôpital et nous faire part de son point de vue.

INFORMATIONS QU'IL NOUS A COMMUNIQUÉES

L'autorisation pour la **néonatalogie** est confortée jusqu'en 2013. L'activité est en augmentation. Une ombre au tableau : la nécessité impérieuse de la venue d'un pédiatre.

L'**ophtalmologie** retrouve peu à peu sa place au sein de l'hôpital et une activité à plein temps est envisagée à court terme.

L'activité du **service ORL** est en pleine expansion.

Le service de **gastroentérologie** se renforce avec la venue d'un médecin au début mai.

De même le service de **chirurgie orthopédique** voit son activité augmenter et un troisième chirurgien arrivera en juillet.

L'**activité du laboratoire** est en nette progression. Quelques précisions en contradiction avec des « rumeurs » qui circulent:

Ce laboratoire accueille toutes les demandes venant de l'hôpital comme du secteur libéral.

Les examens sont traités par le laboratoire lui-même.

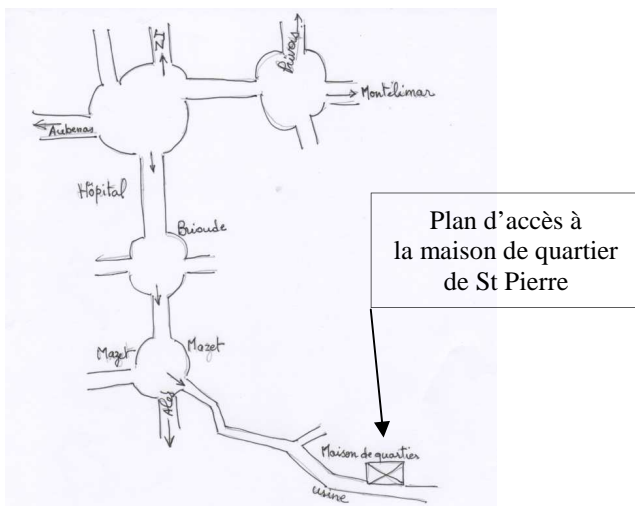
Les résultats d'examens sont transmis par courrier ou par internet aux médecins prescripteurs.

Seuls les examens spécifiques sont envoyés à Valence et Lyon dans un laboratoire privé.

L'hôpital public de Valence envisage de créer un laboratoire public apte à traiter tous les examens.

Inquiétudes sur le centre Léon Rouveyrol. Des difficultés de financements qui peuvent conduire soit à des augmentations de tarifs, soit à des suppressions d'emplois.

Rapprochement avec la clinique du Vivarais avec plusieurs montages possibles. Indispensable selon monsieur Cataldo pour solutionner le problème des anesthésistes (actuellement trop de postes occupés par des vacataires)



NOS COMMENTAIRES

Nous nous réjouissons de l'amélioration de la situation de l'hôpital et en particulier du rétablissement ou maintien de services pour lesquels nous nous sommes mobilisés. (5000 signatures en 1998 pour l'ophtalmologie et l'ORL, 20 000 en 2006 pour la néonatalogie et la réanimation devenue « soins intensifs »)

En ce qui concerne le centre Léon Rouveyrol, le désengagement de l'Etat sur les collectivités territoriales et sur les familles conduit à de graves inquiétudes pour la prise en charge des personnes âgées. **Nous demandons que la vieillesse et la dépendance soient traitées comme une étape dans la vie de tout individu et non comme un RISQUE...**

La perspective du rapprochement avec la clinique nous inquiète sérieusement. Il convient de suivre très attentivement ce dossier qui se pose dans les mêmes termes dans un grand nombre d'hôpitaux sur tout le territoire. Ces « rapprochements » sont très rapidement des fusions, ils répondent parfaitement aux exigences de la loi Bachelot, visant à banaliser le secteur public/privé, laissant au privé les activités rentables et aux public les activités moins lucratives et plus contraignantes. *L'argument du recrutement des anesthésistes ne nous paraît pas convaincant.*

Monsieur Cataldo nous présentera le projet d'établissement dès que possible.

11 février 2011

20h30

Maison de quartier de
St Pierre sous Aubenas

LA LOI BACHELOT

L'importance de la proximité
Les « rapprochements » public/privé

Jean Luc Gibelin

Directeur d'hôpital

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Chaque ARS est dotée d'un conseil de surveillance dont le président est le préfet de région.

Ce conseil de surveillance a remplacé le conseil d'administration signifiant dans les termes même son absence de pouvoir. Les représentants des usagers, comme dans les conseils d'administration siègent. Ils sont nommés par le directeur d'une manière très arbitraire. Les associations qui ont soutenu la loi Bachelot et qui ont fait preuve antérieurement de leur « docilité » ont obtenu des sièges partout, même quand leur objet social est éloigné des problématiques de santé. Les autres, comme la Coordination Nationale de défense des hôpitaux et maternités de proximité pourtant présente et active sur tout le territoire, ont été systématiquement écartées. (la CN, c'est 300 contacts sur tout le territoire, c'est plus de 70 comités de défense, c'est une association agréée par le Ministère de la santé depuis août 2008

ETATS GÉNÉRAUX DES SERVICES PUBLICS

Contre l'attaque massive de tous les services publics se mettent en

place des ripostes dont la Convergence des comités de défense des services publics est coordinatrice. Elle regroupe l'ensemble des secteurs, de nombreuses associations (dont la *Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité*), des syndicats et partis politiques.

Le 17 décembre a eu lieu à Paris une réunion pour le lancement des « Etats Généraux du Service Public ». Depuis, un peu partout en France des initiatives ont été prises pour rassembler sur tout le territoire des informations et des propositions.

Ainsi en Ardèche, le 24 avril 2010 se sont déroulés à Ucel les Etats Généraux de la santé qui ont réunis les trois collectifs de Saint Agrève, Privas et Aubenas. Les débats ont été filmés par Christian Tran.

Le 15 novembre 2010, les Etats Généraux des services publics ardéchois ont permis à Privas de proposer quelques pistes concernant la santé, la gestion de l'eau, la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques), l'éducation, l'Espace de Restitution de la grotte Chauvet.

Ces pistes et documents rejoindront ceux des autres départements pour les Etats Généraux nationaux qui auront lieu à Orly les 29 et 30 janvier 2011

SOLIDARITÉ AVEC PRIVAS

Le 13 janvier, le directeur de l'Agence Régionale de Santé, est venu à Privas pour statuer sur le devenir de l'hôpital de Privas. Aux menaces qui pèsent depuis des années, les services de l'Intérieur et de l'Immigration refusaient de renouveler leur engagement à quatre médecins étranger qui exercent à la satisfaction de tous depuis des années. Il est évident que de telles mesures inacceptables pour les médecins concernés mettent de plus des services de l'hôpital en danger et fragilise l'ensemble de la structure.

Nous avons donc soutenu les personnels, usagers et élus de Privas, qui, à juste titre se sont élevés contre ces mesures arbitraires et intolérables et se battent pour garder leurs médecins et préserver l'intégrité de leur structure.

Cette situation n'est hélas pas propre à Privas, c'est l'un des multiples exemples qui met bien en lumière la casse de l'hôpital public et de l'ensemble de notre système d'accès aux soins. Tous les moyens sont utilisés pour déstabiliser une structure créer les conditions d'une acceptation par la population et les personnels d'une fermeture, d'une fusion, d'une privatisation.

ET AILLEURS EN FRANCE...

Guéret: fermeture du seul service de radiothérapie de la Creuse.

Mantes-la -Jolie: fermeture de la cardiologie interventionnelle

Decize- Valréas: maintien de la suspension de l'activité des maternités (*contre l'avis du Tribunal Administratif*)

Bordeaux: *fermeture des soins palliatifs*

Ruffec, Brioude, Briançon: *luttés en cours pour la chirurgie*

Rethel, Vire, Aix-les- Bains St Antoine (*plus de 3000 accouchements*): *luttés pour les maternités*

Paris Tenon: *lutte pour le centre d'IVG (16 janvier annonce d'une victoire après 15 mois de lutte: réouverture prochaine du centre)*

Arcachon- Brive: *rapprochement public/privé*

Tulle *se bagarre pour garder son IRM*

Caen: *200 postes supprimés au CHU (400 d'ici 2012)*

Bulletin d'adhésion

Rejoignez notre association: « Les Usagers de l'Hôpital d'Aubenas

Nom / Prénom Adresse (e.mail éventuellement)

Adhésion 2011(minimum 5 euros) à adresser à

Alain Guillaume Résidence Le Capricorne Chemin de Ferrières 07 200 Aubenas

Chèque libellé: « Les usagers de l'hôpital d'Aubenas »

Mireille Ponton Le Sartre 07 200 Ucel